

PRÉFET DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes
Service Connaissance, Autorité Environnementale,
Développement Durable

Lyon, le 10 septembre 2014

Affaire suivie par Morgane Gette
Groupe Autorité environnementale
Tél. : 04 26 28 67 67

Courriel : morgane.gette@developpement-durable.gouv.fr

Objet : contribution à la note de cadrage proposée par la DDT 38 dans le cadre de la demande d'autorisation unique pluriannuelle de prélèvements d'eau pour l'agriculture, portée par l'organisme unique de gestion collective, département de l'Isère – précisions sur l'étude d'impacts

Dans votre mail en date du 2 septembre dernier, vous avez sollicité la DREAL pour un avis sur la note rédigée pour cadrer le dossier de demande d'autorisation unique de prélèvements (AUP) au titre de la loi sur l'eau, notamment le contenu de l'étude d'impact, destinée à valoir document d'incidences. Cette note sera transmise à l'organisme unique de gestion collective (OUGC) pour les prélèvements d'eau liés à l'agriculture sur l'ensemble du département de l'Isère. Vous souhaitiez en particulier des éclairages sur l'état initial d'une part, et sur les projets à prendre en compte dans l'analyse des effets cumulés d'autre part. Ce document a vocation à répondre à ces demandes.

1) Cadre réglementaire

Les autorisations uniques de prélèvements sont soumises à autorisation au titre de la loi sur l'eau (article R214-1 du code de l'environnement), et sont à analyser au regard de la rubrique 14^a du tableau annexé à l'article R122-2 lorsqu'elles concernent des prélèvements en eau souterraine (cf. note du 6 juin 2014 de la Direction de l'Eau et de la Biodiversité). Les ouvrages de prélèvements d'eau étant déjà, en toute logique, régulièrement autorisés, l'étude d'impact relative à l'AUP n'est normalement réputée concerner que les prélèvements d'eau. Aussi, doit-elle **porter sur l'ensemble des prélèvements servant à l'irrigation, quelles que soit les ressources en eau concernées, superficielles et souterraines, à l'exception des nappes d'accompagnement des cours d'eau (cf. tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement), et non sur les ouvrages.**

S'agissant de la procédure d'autorisation unique pour les projets soumis à la loi sur l'eau en Rhône-Alpes, elle vise à regrouper l'ensemble des décisions de l'état concernant notamment :

- le code de l'environnement : autorisation au titre de la loi sur l'eau, de la législation des réserves naturelles nationales et des sites classés, et dérogations pour atteinte aux espèces et habitats protégés.
- le code forestier : autorisation de défrichement.

A priori, la mise en place de l'AUP ne sous-entend pas de nouvelles installations ; néanmoins, des modifications sur la répartition des prélèvements en eau sont susceptibles d'entraîner des incidences (i) sur certaines espèces et habitats d'espèces inféodées aux milieux aquatiques, ou (ii) sur le paysage dans le cas où des assècs supplémentaires viendraient modifier la qualité ou les cohérences paysagères. Ces éléments pourraient nécessiter la mise en place de procédures complémentaires. Le cas échéant, le

2) Forme de l'étude d'impact

Dès lors que l'AUP est soumise à étude d'impact, et afin de respecter le code de l'environnement, cette dernière doit être complète et reprendre l'ensemble des thématiques visées par l'article R122-5 du CE. Le cadrage proposé reprend bien cet aspect formel en rappelant la nécessité d'évoquer chaque item, que ceux-ci soient impactés ou non par le projet (page 7).

La loi sur l'eau permet de délivrer une autorisation de prélèvement à un OUGC sur un périmètre hydrologique ou hydrogéologique cohérent. Le département ne représentant pas un tel périmètre, l'approche proposée par bassins versants paraît adaptée et pertinente. Néanmoins, l'étude d'impact devant réunir clarté et pédagogie, il faudra préciser comment organiser cette approche de manière à avoir une lecture aisée du document. Le choix de la forme est laissé au jugement du rédacteur de l'étude, l'essentiel étant d'**analyser les impacts sur chaque volet environnemental par bassin versant, tout en étudiant les potentielles interactions** entre les différents bassins versants.

Que ce soit pour l'état initial, l'analyse des impacts, ou la présentation des mesures d'intégration mises en œuvre, **les différentes thématiques environnementales doivent être abordées par ordre d'importance**. Dans le cas de l'AUP, le premier thème à aborder est donc le fonctionnement des hydrosystèmes (superficiels et souterrains) et des milieux inféodés à l'eau, et la description des usages et besoins de l'agriculture. Si la proposition de cadrage de l'état initial va dans ce sens, les rubriques présentées pour l'analyse des incidences ne reprennent pas le même ordre thématique et gagneraient donc à être réorganisées en commençant par les impacts sur l'eau et les milieux aquatiques.

Si une synthèse globale des impacts est prévue par la note de cadrage, seules des synthèses intermédiaires sur les différents volets environnementaux sont proposées dans l'état initial. On peut donc ajouter la nécessité de réaliser une **synthèse globale de cet état initial**, mettant en avant les différents enjeux repérés sur le territoire et leur sensibilité vis-à-vis du projet de mise en place de l'OUGC. De même, les différentes mesures d'intégration proposées pourront faire l'objet d'une synthèse visant à évaluer l'impact résiduel du projet. Sur ce dernier point, la note de cadrage précise que les modalités de suivi des différentes mesures devront être spécifiées. On peut ajouter que **le coût des mesures mises en œuvre** doit également figurer dans l'étude d'impact.

Enfin, la nécessité d'accompagner l'étude d'impact par un **résumé non-technique** est évoqué dans la note dans la partie « difficultés, nom et qualité des auteurs, résumé et autres éléments ». Si la note précise bien qu'il doit être exhaustif, pédagogique et être compris par un lecteur non-averti, il semble utile de rappeler que ce résumé doit reprendre tous les volets de l'étude d'impact et se suffire à lui-même pour comprendre le projet.

3) Contenu de l'étude d'impact

L'**état initial** doit correspondre à l'état « avant-projet », c'est-à-dire avant l'AUP et la mise en place de l'OUGC, donc à l'**état actuel**. En effet, si l'état « antérieur » aux autorisations de prélèvements, ou état « habituel », est également intéressant, il ne permet pas de juger des effets particuliers de l'AUP. Tous les prélèvements existants pour l'irrigation doivent donc figurer dans l'état initial, en particulier ceux ayant fait l'objet d'une procédure d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et/ou d'une étude d'impact, excepté les installations, ouvrages, travaux, infrastructures relevant de la notion de « projet connu » telle que définie au code de l'environnement, qui devront être étudiés dans la partie « effets cumulés ».

Les consignes de la note de cadrage concernant l'état initial sont adaptées puisqu'elles spécifient que l'ensemble des thématiques évoquées dans le R122-5-II-2 devra être abordé. L'état initial devra donc reprendre les éléments proposés par la note concernant la description des ressources en eau souterraines et superficielles, de leur usage et leurs interactions, et la description des milieux inféodés à l'eau. Il est également nécessaire de préciser l'état initial du milieu humain, c'est-à-dire des aspects socio-économiques (agriculture, économie, risques, tourisme et loisirs, nuisances et commodités de voisinage), les aspects paysage & patrimoine (sites classés, sites inscrits, etc.), et les servitudes liées aux réseaux d'une part, aux documents d'urbanisme d'autre part.

Si une approche sur tout le département ne permet raisonnablement pas d'être exhaustif sur toutes ces thématiques, il conviendra que les aspects « eau et milieux aquatiques » soient bien développés. **Le contenu des autres items devra, lui, être proportionné aux enjeux relatifs à chaque bassin versant ou sous bassin-versant**, autrement dit, le niveau de détail fourni doit être suffisant pour apprécier les incidences du projet. À titre d'exemples, quand la qualité d'une zone identifiée comme sensible d'un point de vue paysager pourrait être altérée par des assèchements (lit des cours d'eau, lacs artificiels, etc.), l'état initial du paysage devra être exhaustif (et les mesures proposées pour compenser ces effets devront être précisées). De même, l'état initial des habitats naturels, de la faune et de la flore devra être détaillé dans le cas des milieux sensibles hydromorphes et/ou inféodés à l'eau (zones humides, sites Natura 2000, réserves naturelles entre autres) afin de juger des impacts potentiels (négatifs ou positifs) de la mise en place de l'AUP.

Le projet de mise en place d'un OUGC a normalement vocation d'optimiser la ressource en eau disponible pour l'irrigation, et donc d'améliorer la gestion des masses d'eau. Il devrait donc globalement avoir des incidences positives. Toutefois, certaines zones concernées par les prélèvements pourraient présenter une résultante négative, qui devra être détaillée. Il s'agit donc de décrire un nouvel équilibre global des masses d'eau du département (interactions entre hydrosystèmes de surface et hydrosystèmes souterrains) et les impacts en découlant. Hormis l'ordre des rubriques proposées à caler sur celui de l'état initial, tous les éléments à prendre en compte dans **l'analyse des impacts** sont clairement indiqués dans la note de cadrage. Cette dernière précise d'ailleurs, à juste titre, que les effets du projet doivent être évalués en fonction de la saison hydrologique, notamment dans le cas le plus défavorable pour les milieux aquatiques, à savoir les périodes d'étiage. L'évaluation des incidences Natura 2000 est également un point important, qui a bien été spécifié dans la note de cadrage.

La partie concernant les **effets cumulés avec d'autres projets connus** ne concerne pas uniquement les IOTA, mais tous les projets relevant de la notion de « projet connu », telle que définie dans le code de l'environnement (qui inclut ceux ayant fait l'objet d'une autorisation et/ou d'une étude d'impact (ICPE, infrastructures, etc.) ayant fait l'objet d'un avis de l'Autorité environnementale rendu public). Les projets réalisés ont, quant-à-eux, vocation à figurer dans l'état initial, seuls les projets en cours sont concernés par cette partie. Nous conseillons de faire un **listing exhaustif** quitte à le faire figurer en annexe (pour éviter tout recours pour dossier incomplet), et de n'étudier dans le corps de l'étude que les projets ayant potentiellement des interactions et/ou des effets cumulatifs avec les prélèvements pour l'agriculture.

Concernant le choix du scénario final, les recommandations de la note de cadrage sur ce point sont tout à fait adaptées, à savoir :

- (i) présenter une analyse des scénarios alternatifs envisagés pour la répartition des prélèvements et justifier le scénario retenu (notamment au regard des secteurs sensibles),
- (ii) bien expliciter les choix effectués pour arriver au plan de répartition final (pour cela, une analyse multicritère récapitulative est particulièrement adaptée).

S'agissant de la compatibilité avec les documents d'urbanisme et articulation avec les documents de planification, la note rappelle bien l'ensemble des documents concernés, à savoir la compatibilité avec les plans locaux d'urbanisme et les schémas de cohérence territoriale, la prise en compte du schéma régional de cohérence écologique, l'articulation avec les schémas directeurs et schémas d'aménagement et de gestion des eaux concernés, avec les plans de prévention des risques inondation et avec les objectifs de qualité des eaux fixés par l'article D211-10 du CE.

Comme on l'a conseillé pour les effets cumulés avec d'autres projets, la note de cadrage propose ici, à juste titre, de réaliser un listing exhaustif de tous les plans-programmes pouvant être concernés (listés dans l'article R122-7 du CE) et de justifier soit d'interaction significative avec le projet, soit sa compatibilité (analyse des convergences positives et des risques d'incompatibilité). On souhaite rappeler que l'analyse de la compatibilité avec les SDAGE/SAGE ne consiste pas seulement à établir la liste des orientations concernées, comme on le voit souvent dans les études d'impact, mais bien à étudier comment le projet s'insère dans chacune de ces orientations. Par ailleurs, compte tenu de l'échéance temporelle de la mise en place de l'AUP, une analyse de l'articulation avec le nouveau SDAGE Loire-Bretagne serait justifiée (et recommandée).

La présentation **des mesures d'intégration** doit, comme souligné par la note, privilégier l'évitement avant de proposer des mesures de réduction et de compensation. Ces mesures doivent être adaptées et proportionnées aux impacts potentiels du projet. *Une remarque ici, dans le cas de la mise en place de l'OUGC, le projet en lui-même peut être perçu comme une mesure réduisant les impacts des*

prélèvements en eau pour l'agriculture. Une présentation des impacts résiduels après mise en place des mesures, ainsi que des propositions de suivi doit être fourni, assortie du coût de ces mesures.

Enfin, la **présentation des méthodes** doit permettre de comprendre comment a été établi l'état initial, comment ont été évalués les impacts, et justifier des choix des méthodes utilisées.

En conclusion, la note de cadrage réalisée est très complète et reprend bien l'ensemble des éléments attendus dans l'étude d'impact, si on fait exception des quelques compléments évoqués ci-avant. L'autorité environnementale conseille toutefois d'y rappeler que ce cadrage ne préjuge en rien de la qualité de l'étude d'impact qui sera rédigée, et qu'en conséquence, elle ne peut assurer un avis positif avant de prendre connaissance de la totalité du dossier.

La directrice régionale, par délégation

Pour la directrice de la DREAL
et par délégation
La cheffe adjointe du service CAEDD


Nicole CARRIÉ